

CHRONIQUE

de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité

FAIT DIVERS

SALE PROJET P.4

Libre Opinion:

Ce Référendum qui fait tourner l'Afrique en bourrique ! P6

L'opposition Togolaise se réveille-t-elle ?

Le parti ADDI appelle à "une rétrospection et une révision de ses propres lacunes"



François Kpamanté (ADDI)

L'opposition togolaise est à la croisée des chemins après le scrutin présidentiel du 25 avril dernier. Si les deux poids lourds de l'opposition notamment le CAR et l'ANC ont dégainé des flèches empoisonnées pour se tirer dessus, la troisième force politique de l'opposition, le parti ADDI ne semble pas emprunter ce chemin de va-t-en-guerre. Le parti ADDI qui se démarque de cette guéguerre appelle l'opposition à la raison face à l'échec cuisant qu'elle a subi lors de la présidentielle.

(...) Apparemment, Jean-Pierre Fabre et ses lieutenants n'ont que faire de ces sages conseils du député de l'ADDI. Leur seule préoccupation est d'user de dilatoire et de la démagogie populiste pour susciter au sein d'une opinion mal informée, des espoirs déçus. C'est bien sûr l'objectif qu'ils se fixent en programmant pour les prochains jours des manifestations de rue... **Suite à la page 3**

Migration et Sécurité maritime à Lomé :

Bruxelles et Lomé entament un dialogue pour que l'Afrique parle d'une seule voix à La Valette

 P.3

Le ministre Robert Dussey (g) et l'Ambassadeur Nicolas Berlanga Martinez (dt)

Tournée de visibilité de l'ODEF :

L'ODEF appelle à une mobilisation des ressources en vue d'une gestion durable des forêts dans notre pays

P.2&5



La délégation officielle; on reconnaît le DG de l'ODEF, 2ème de la gauche vers la droite

Le Port Autonome de Lomé désormais ouvert 24h/24

 P4&5

Le Commissaire des Douanes de l'OTR et le DG du PAL

Allégations d'enrôlement de Togolais sur les listes électorales au Ghana :



Augustin Amégan

L'ONG AME pour une sensibilisation des populations frontalières

 P.2

Tournée de visibilité de l'ODEF :

L'ODEF appelle à une mobilisation des ressources en vue d'une gestion durable des forêts dans notre pays

L'Office de développement et d'exploitation des forêts (ODEF) a organisé du 25 au 28 août dernier une tournée de visibilité sur ces différents chantiers à travers tout le territoire national en vue de sensibiliser l'opinion nationale sur les activités qu'il mène. Cette tournée connaît la participation des députés à l'assemblée nationale, des représentants des différents ministères puis des journalistes.



Vue partielle des participants sortant de la forêt classée de Mewedè

Cette tournée de visite de chantiers initiée par l'ODEF, a pour mission de rendre visible les activités de reboisement et d'exploitation de l'ODEF puis de sensibiliser l'opinion

national et les partenaires techniques et financiers sur les enjeux liés à la gestion durable des forêts dans notre pays. Selon le directeur général de

l'ODEF M. Edjidomele GBADOE, en dépit de toutes les activités et réalisations dans le domaine forestier national, l'ODEF est méconnu du grand public togolais. " Certains semblent ignorer l'existence de l'ODEF malgré les efforts d'intervention dans toutes les régions du pays, la création d'emplois temporaires et la réalisation d'œuvre socio-économiques à partir des ristournes octroyées suite aux exploitations ", a-t-il indiqué.

Il a par ailleurs émis le vœu qu'à travers cette tournée nationale de visite de chantiers, les activités de l'ODEF seront connues du public togolais qui pendant longtemps méconnaissait

l'existence de cet établissement public à caractère industriel et commercial. " Notre visite de chantier a pour mission de rendre visible nos activités et sensibiliser les décideurs et l'opinion nationale sur les enjeux qui sont liées à la gestion durable des forêts dans notre pays ", a-t-il ajouté. Pour lui les forêts de notre pays sont confrontées à d'énormes problèmes et il faut y remédier en trouvant des solutions adaptées.

Dans la région maritime, l'ODEF dispose de 03 grandes forêts classées à savoir celle de Lili, d'Eto puis de Togodo sur une superficie totale de

Suite à la page 5

6ème revue des réformes publiques :

Les experts nationaux et de l'UE sur une note de satisfaction

La première revue semestrielle de l'année 2015, la sixième du genre depuis l'initiation des réformes publiques, démarrée le mardi 25 août dernier à Lomé sous la direction du Secrétaire permanent pour le suivi des politiques de réformes et programmes financiers, Mongo Aharh-Kpessou, en présence des experts de l'Union Européenne (UE), donne des résultats satisfaisants. Selon les premières conclusions, le Togo est un bon élève en matière d'exécution des réformes économiques.

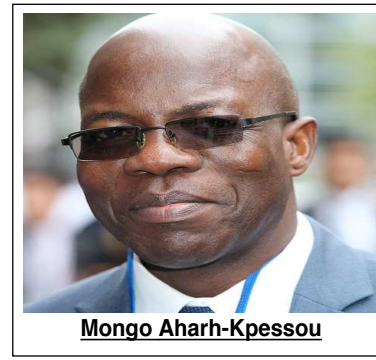
Dans le cadre du volet 2 du projet " Appui à la gestion des finances publiques " mis en place par le Fonds Monétaire International (FMI) en colla-

boration avec l'Etat togolais et financé par l'Union Européenne, une rencontre de deux jours a été organisée, les 25 et 26 août derniers, pour faire la première revue de mise en œuvre des réformes publiques du premier semestre de l'année en cours. Cette revue vise à dresser un état des lieux de la mise en œuvre du plan d'action de la réforme de la gestion des finances publiques à la fin de juin et à procéder, par la même occasion, à la reprogrammation éventuelle des actions pour le second semestre en vue de l'atteinte des objectifs fixés pour l'année 2015.

Durant deux (2) jours, les experts nationaux et de l'UE des questions économiques et des politiques

publiques ont dressé l'état des lieux de la mise en œuvre du Projet d'Appui aux réformes de la gestion des finances publiques (PA-RGFP) au cours du premier semestre de 2015 et procédé à la reprogrammation des actions pour le second semestre afin d'atteindre les objectifs fixés pour l'année 2015. Au total, neuf (09) programmes, notamment la mobilisation des ressources, la prévision, la programmation et l'exécution budgétaire, ont été passés au peigne fin.

Réaffirmant l'engagement de l'Etat togolais à continuer de mettre en œuvre des réformes performantes et conformes aux standards internationaux, le Secrétaire permanent pour le suivi des politiques de réformes et



Mongo Aharh-Kpessou

programmes financiers, Mongo Aharh-Kpessou a souligné que " les chantiers des réformes en cours d'exécution ont permis d'améliorer la performance économique de notre pays au cours de ces dernières années grâce à une meilleure politique économique et sur-

tout l'assainissement des finances publiques ".

Pour le chef de la Délégation de l'UE au Togo, Berlanga Martinez, " beaucoup d'avancées ont été accomplies, cependant quelques faiblesses subsistent encore. C'est évidemment autour de ces faiblesses et de nouveaux enjeux tels que la mise en œuvre du nouveau cadre légal et réglementaire résultant de la transposition des dispositions pertinentes de l'Union économique ouest africaine que nous devons nous entendre pour pourvoir notre assistance afin d'accompagner les priorités du gouvernement ".

Cette revue intervient au moment où une mission d'identification pour le 11ème cycle du Fonds Européen de Développement (FED) séjourne au Togo pour baliser la voie aux futurs axes d'intervention pour la période 2014-2020.

De l'avis général, au regard des réformes engagées par le Togo en matière de finances publiques pour ce premier semestre 2015 (janvier à juin 2015), l'on peut affirmer que le Togo est parti pour être l'un des pays les plus performants en Afrique.

Notons que depuis 2012, le gouvernement togolais et ses partenaires financiers et techniques se retrouvent pour faire, chaque six mois, l'état des lieux des réformes des finances publiques pour l'identification des priorités.

JPB

Allégations d'enrôlement de Togolais sur les listes électorales au Ghana :

L'ONG AME pour une sensibilisation des populations frontalières

Le sujet fait le chou gras de la presse ghanéenne. Selon le principal parti de l'opposition au Ghana, le New Patriotic Party (NPP), la Commission électorale du Ghana aurait gonflé le fichier électoral de plusieurs centaines de Togolais, ceci en vue de favoriser le parti au pouvoir, le National Democratic Congress (NDC), dans l'optique de la présidentielle ghanéenne de 2016. Ces allégations de gonflements du fichier électoral, par des ressortissants togolais, ne laissent pas indifférentes certaines organisations non-gouvernementales (ONG) du Togo, dont "Ami du Monde des Enfants (AME) intervenant également dans la formation civique. Cette ONG a décidé, le 31 août dernier à Lomé, de partir en campagne de sensibilisation des populations des villes frontalières entre le Ghana et le Togo, afin d'attirer l'attention de celles-ci sur les dommages de se constituer "en électeurs transhumants"...



Augustin Amégan, Chargé à la Com. AME

Les accusations...

L'opposition ghanéenne avec au premier rang le NPP, mène une campagne pour obliger la Commission électorale ghanéenne à revoir sa copie en vue de confectionner un nouveau registre d'électeurs pour les élections générales de 2016. Ce parti, au cours d'une conférence de presse le 18 août dernier, argue que l'ac-

tuel fichier est bourré d'électeurs venus des pays voisins, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, et le Togo. Ainsi, selon le NPP ce fichier qui a porté l'actuel président John Dramani Mahama au pouvoir en 2012, n'est plus crédible du fait de l'enrôlement d'individus non-ghanéens sur les listes électorales.

" A l'aide de la technologie biométrique de reconnaissance faciale, le système a trouvé 76.286 apparemment potentiels de mêmes personnes, avec les mêmes noms et visages sur les listes électorales du Ghana et du Togo...", soutient le NPP qui estime que la " fraude " serait accrue à l'échelle nationale.

Mais en réaction à ces allégations, le NDC au pouvoir, souligne que " cette réclamation est une suite de l'affinité de longue date du NPP pour la politique tribale par laquelle elle associe les peuples d'une certaine discrimination

ethnique et tribale avec des méfaits et enchaînement des commentaires douteux venant... "

Selon le Secrétaire général du NDC, " ce document qu'ils (les dirigeants du NPP) prétendent être des extraits du fichier électoral togolais, si vous le regardez de près, vous vous rendez compte que tandis que le fichier du Ghana montre l'image et le nom de l'individu plus d'autres détails, dans le cas du Togo, ils mettent juste l'image et mettent séance tenant certains long numéro de série là-bas ". Ainsi, le SG du NDC tire la conclusion que " le NPP a délibérément fabriqué ce mensonge pour justifier sans fondement leurs appels pour un nouveau registre d'électeur ".

Ce nouveau bras de fer entre le pouvoir et l'opposition annonce, à un an des élections générales au Ghana, un ferment de la crise préélectorale dans le pays

L'action de la Société civile dont AME

Dans cette crise préélectorale naissante, point n'est besoin de rappeler que le phénomène dénoncé, s'il s'avérait, ne serait pas une pratique propre à un

pays. Les frontières physiques qui ont mis en lambeaux des familles entières permettent, au nom de la libre circulation des personnes et des biens, un regroupement de famille d'un côté comme de l'autre des familles. Et tout peut partir de là.

La responsabilité des organisations de la société civile telle AME, est d'organiser des campagnes de sensibilisation citoyennes pour attirer l'attention des concitoyens sur le fait qu'aller voter dans un autre pays que le nôtre, constitue, quoi qu'on puisse dire, un délit. Cette ONG entend faire un plaidoyer à soumettre aux bailleurs en vue de réaliser dans les brefs délais une sensibilisation à même de calmer les esprits et dissuader les candidats à l'aventure électorale dans les pays voisins, ceci dans l'optique de prévenir des conflits intercommunautaires.

Visiblement ces déclarations et attitudes de l'opposition ghanéenne ressemble fort bien à celle du Togo, championne des coups bas et autres déclarations va-t-en guerre à l'approche de chaque élection comme quoi, une opposition peut en cachée une autre. Espérons que la campagne de l'ONG AME calme les ardeurs de ces opposants ghanéens et dissuade les éventuels candidats de cette aventure électorale dans les pays voisins.

JPB

CHRONIQUE
de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest
Récépissé n°0338/05/03/08
15 BP : 82 Lomé - Togo
Tél: 23 20 92 75 / 90 01 21 69

Directeur de la Publication
ALIZIOU ESSODINA
90 01 21 69

REDACTION

Carole AGHEY
A. KAPO
B. Talom.
Jean-Pierre B.
Espoir D.

Imprimerie St Louis
Tirage : 2000 ex.

L'opposition Togolaise se réveille-t-elle ?**Le parti ADDI appelle à " une rétrospection et une révision de ses propres lacunes "**

L'opposition togolaise est à la croisée des chemins après le scrutin présidentiel du 25 avril dernier. Si les deux poids lourds de l'opposition notamment le CAR et l'ANC ont dégainé des flèches empoisonnées pour se tirer dessus, la troisième force politique de l'opposition, le parti ADDI ne semble pas emprunter ce chemin de va-t-en-guerre. Le parti ADDI qui se démarque de cette gué-guerre appelle l'opposition à la raison face à l'échec cuisant qu'elle a subi lors de la présidentielle.

En effet, le président d'honneur d'ADDI le Dr François Kambatib député à l'Assemblée Nationale dans une intervention sur Radio Zéphyr, a laissé entendre que la solution idéale et envisageable pour l'opposition c'est " la rétrospection et la révision de ses propres lacunes " au lieu de jeter son dévolu sur un quelconque parti. Cet appel est une invite à l'opposition de cesser de s'accuser entre elle mais de réfléchir sur les voix et moyens pour aboutir aux bons résultats aux prochaines échéances électorales.

L'honorable François Kambatib a martelé : " que chaque parti politique en son sein fasse son analyse interne, situe ses propres responsabilités et se fasse violence pour se dire : quel que soit ce qui est arrivé, il est certain que moi aussi j'ai une responsabilité dedans. En répondant à ces questions clés : Quelle est ma responsabilité ? Quelles actions je peux mener pour qu'il ne soit plus ainsi ? "

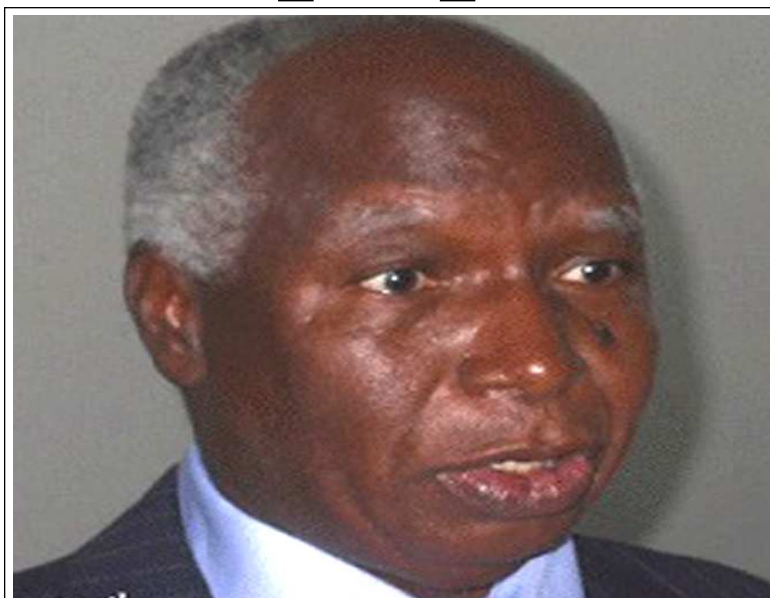
Cette sortie contraste avec celle de l'ANC qui au lieu de reconnaître que son échec est dû à ses propres turpitudes, préfère brandir des histoires imaginaires comme preuves de fraudes massives quatre mois après le scrutin. Dans un mémorandum qui ressemble à un chiffon, les responsables du CAP2015 font croire que leur candidat a gagné les élections et qu'il a été volé. Or s'ils sont honnêtes, ils allaient reconnaître que si la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a triché pour le compte du parti au pouvoir, la Concertation Nationale de la Société Civile (CNSC), elle autre financée par l'Union Européenne, a fait une centralisation parallèle à celle de la CENI mais les résultats sont pratiquement les mêmes. Les résultats de la CNSC donnent gagnant à ce scrutin, le candidat du parti UNIR.

Les responsables du CAP2015 devaient s'inscrire dans la même démarche que

l'ADDI en se posant les deux questions pour mieux s'organiser afin de convaincre les Togolais à porter leur choix sur leur candidat. Le comble, c'est que non seulement l'ANC perd son temps à démontrer l'impossible, mais également livre une guerre sans merci à ses frères de l'opposition. Jean-Pierre Fabre qui se dit chef de file de l'opposition doit-il jouer au rassembleur ou bien combattre encore une fois ces amis de l'opposition ? Il apparaît clairement que les responsables de l'ANC manquent cruellement d'intelligence.

Sinon, comment comprendre qu'ils n'aient pas tiré leçons de leur arrogance et leur mépris envers les autres partis de l'opposition ce qui a été à l'origine de leur cuisant échec ? Si leur candidat avait le soutien du CAR, de l'ADDI de OBUTS de la CDPA, etc. Il serait fort probable qu'il remportât ce scrutin. Mais malheureusement, les responsables de l'ANC, dans leur arrogance, ont laissé entendre que même seuls, ils pouvaient gagner le scrutin. Cette déclaration du premier vice-président de l'ANC, Patrick Lawson, lorsque l'opposition était réunie pour désigner un candidat unique, a révolté plus d'un.

Ainsi, les poids lourds de l'opposition qui pouvaient lui



Dr Kambatib François (ADDI)

apporter des voix, se sont retirés en le mettant au défi de gagner sans eux. Et le résultat est sans appel, une cuisante défaite. Au lieu de tirer les leçons de leur mépris envers les autres partis de l'opposition et appeler au rassemblement tous les partis de l'opposition pour les prochaines échéances électorales, Jean-Pierre Fabre et ses affidés reprennent les mêmes méthodes pour recommencer et pour à coup sûr aboutir aux mêmes résultats.

C'est ce qui a amené M. Gnanouvidé Christophe, enseignant au lycée et militant de l'ANC à faire éclater sa colère : " je préfère rejoindre le parti

UNIR pour accompagner Faure Gnassingbé dans sa politique de développement et espérer un jour une nomination au lieu de continuer par suivre Jean-Pierre Fabre et ses acolytes qui non seulement nous font marcher mais aussi nous laissent à la merci des gaz lacrymogènes au cas où la marche dégénère. Cela me rend malade. Je me rend aujourd'hui compte que c'est de vraies têtes en l'air qui ne peuvent jamais accéder au pouvoir.

A quoi servirait-il de suivre des gens qui sont imbus d'eux mêmes et incapables de réfléchir et de voir plus loin que leur nez ? J'étais militant de l'UFC et

après le clash j'ai suivi Jean-Pierre Fabre et j'étais présent à toutes les marches et activités du parti croyant qu'il pouvait nous conduire vers l'alternance. Mais hélas ! Je rejoins le parti UNIR pour au moins être utile à mon pays ". Ce cri de cœur de Gnanouvidé dénote du désarroi de certains militants cadres du parti qui sont très déçus de l'attitude des responsables de l'ANC qui mènent l'opposition droit dans le mur.

Il va sans dire que la clé du succès de l'opposition passe forcément par la réponse à ses deux questions posées par le parti ADDI à savoir " Quelle est ma responsabilité ? Quelles actions je peux mener pour qu'il ne soit plus ainsi ". Le reste, n'est que des agitations de l'ANC c'est du déjà vu et déjà entendu.

Par ailleurs, apparemment, Jean-Pierre Fabre et ses lieutenants n'ont que faire de ces sages conseils du députés de l'ADDI. Leur seule préoccupation est d'user de dilatoire et de la démagogie populiste pour susciter au sein d'une opinion mal informée, des espoirs déçus. C'est bien sûr l'objectif qu'ils se fixent en programmant pour les prochains jours des manifestations de rue.

Aliziou Dominique

Migration et Sécurité maritime à Lomé : Bruxelles et Lomé entament un dialogue pour que l'Afrique parle d'une seule voix à La Valette

Plus que quelques semaines et les projecteurs seront tournés vers Lomé à l'occasion du sommet de l'Union Africaine (UA) sur la Sécurité maritime. A l'heure où se peaufinent les derniers réglages pour un sommet réussi dans la capitale togolaise, l'actualité semble s'inviter à ce grand rendez-vous. Ainsi, les organisateurs de ce sommet, notamment les plus hautes autorités du pays, ont décidé d'inscrire la question sur l'escalade du drame humanitaire de l'immigration illégale, notamment dans la Méditerranée, à l'agenda de ce Sommet de Lomé. Une manière d'inviter les dirigeants du continent à parler d'une seule voix avant le sommet de La Valette (Malte) du 11 au 12 novembre 2015.



Le ministre Robert Dussey (g) et l'Ambassadeur Nicolas Berlanga Martinez (dt)

Les chiffres font froids dans les dos. Plusieurs milliers de personnes ont péri cette année 2015 en cherchant l'eldorado de l'autre côté de la Méditerranée. Pour mettre fin à ce drame humanitaire, il convient de trouver des solutions idoines tant sur le continent africain que sur le territoire d'accueil qui se révèle souvent être un "conte de fée". Cette

situation a créé un réel sentiment de frustration qui ne laisse sans réactions les chefs d'Etat et de gouvernement africains.

C'est donc se sentant interpellées en tant qu'Africains que les plus hautes autorités togolaises ont décidé d'inscrire cette question à l'agenda du prochain sommet de l'UA sur la Sécurité maritime à Lomé, du 02 au 07

novembre 2015, en attendant le sommet sur les migrations entre l'UE et les pays africains prévu les 11 et 12 novembre 2015 à La Valette (Malte).

En prélude aux deux sommets, Lomé et Bruxelles ont entamé des discussions constructives et ouvertes afin de tout mettre en œuvre pour la réussite de ces deux grands rendez-vous de l'Afrique avec l'histoire. Ces pourparlers démarrés en coulisses, se sont accentués le 27 août dernier au cours d'une conférence de presse co-organisée par le ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'intégration africaine et la Délégation de l'Union Européenne au Togo.

Placée sous le thème " les défis de la migration ", cette rencontre vise à dégager des pistes de solutions en vue d'arrêter l'hémorragie et sauver ainsi des vies des personnes en danger, candi-

dates à l'immigration, trouver les idées novatrices sur les questions migratoires de la part des africains, harmoniser les points de vue sur le phénomène complexe d'immigration, etc.

Soulignant toute l'importance du Sommet de Lomé qui devra, à terme, proposer un document-charte qui exposerait presque toutes les pistes pour combattre l'insécurité maritime sous ses formes diverses, le ministre Robert Dussey a déclaré que la Charte de Lomé servira d'échanges au Sommet de Malte.

L'Ambassadeur de l'UE au Togo, Nicolas Berlanga Martinez a, pour sa part, souligné que le Sommet de Lomé pourrait aider à identifier des idées novatrices sur les questions migratoires proposées par des pays africains, et ceci doit passer par des préparatifs, notamment le Sommet de Lomé.

Notons qu'à ces différents sommets, l'occasion sera donnée aux Africains de parler d'une seule voix quant à la question de migration et proposer des pistes de solutions, notamment l'aide à l'Afrique, etc.

JPB

" GAKPO-GBEGBLE ", une activité commerciale et de salubrité publique

" GAKPO-GBEGBLE " ou " *fer gâté* ", c'est sous cette appellation qu'est désignée l'activité de collecte et de vente d'objets métalliques usagés, exercée généralement par de jeunes nigériens surtout à Lomé. C'est par cette formule répétée à longueur de journée que ces jeunes signalent leur passage dans les quartiers de nos villes.

Dans sa quête quotidienne du bien-être surtout économique, le jeune nigérien n'a pas besoin de grands diplômes pour se hisser au rang des riches dans notre pays. Il est prêt à mener toute activité économique qui pourrait lui procurer quotidiennement de l'argent, notamment le commerce.

C'est ainsi qu'au début des années 2000, à l'apparition de l'activité de collecte et de vente des objets usagés surtout métalliques dans la sous-région, les commerçants nigériens ont fait appel à leurs jeunes frères pour l'exercice de ce commerce au Togo, vu qu'il semble méconnu des Togolais. Au début, ces jeunes nigériens n'osaient pas rentrer dans les maisons et la collecte ou encore le ramassage des métaux et engins usagés ou abandonnés se faisait uniquement dans les poubelles,

sur les dépotoirs, le long des rails et des rues où s'amassaient des tas de ces objets encombrants.

Bravant le mépris dont il faisait l'objet de la part des Togolais qui ignoraient encore tout de ce que pouvait générer cette activité, le petit Nigérien se livrait avec zèle et conviction à ce job.

Aujourd'hui, la vente des carcasses métalliques et autres objets usagés se révèle très lucrative et n'est plus du monopole des Nigériens comme au début. Certains jeunes Togolais sont en effet entrés dans la danse en se lançant à la recherche du " GAKPO-GBEGBLE " sur les traces de ces Nigériens qui sillonnent tous les jours nos quartiers à pied, poussant leurs chariots à la recherche de ce précieux sésame. Certains d'entre eux, comme Abdoulaye ZOWO, acceptent témoigner au sujet du trésor caché que constitue l'activité " GAKPO-GBEGBLE " : " Il y a de l'argent dans ce métier, mon frère. Lorsque je suis arrivé à Lomé en 2002, invité par mon oncle ALADJI qui vend les tissus au grand marché, je ne faisais que la collecte et la vente de GAKPO-GBEGBLE. Les jeunes Togolais se moquaient de nous mais comme on ne comprenait pas l'Ewé, ça ne nous disait rien. Mais le soir, à l'heure du



Des ramasseurs de ferrailles usées

dîner, on mange bien plus que ces Togolais. Moi, je me réjouis aujourd'hui de ce travail, puisque, grâce à ce commerce, j'ai mon propre magasin de vente des matériaux de construction à ADETIKOPE. J'ai payé un terrain à Niamey, Incha - ALLAH ; je vais construire une belle maison d'ici deux ans. Si moi, simple acheteur de GAKPO-GBEGBLE, j'ai pu réaliser tout cela, imagine ce que réalisent nos chefs, ceux qui nous envoient ".

Outre l'argent qu'il rapporte à ceux qui s'y adonnent, " GAKPO-GBEGBLE " contribue à la salubrité de nos villes. En effet, avant l'avènement de ce commerce, les carcasses et autres déchets métalliques jonchaient les cours

des maisons, les coins des ateliers des réparateurs, les garages et autres, contribuant ainsi à la création des montagnes de dépotoirs sauvages dans les quartiers.

Que deviendraient nos villes

surtout Lomé la capitale sans l'activité " GAKPO-GBEGBLE " ? Lorsqu'on connaît les difficultés auxquelles sont confrontées les autorités en charge de l'environnement et des communes en matière de gestion des ordures ménagères et des sachets plastiques, surtout qu'actuellement les points de décharge sont saturés, on ne peut que saluer cette initiative qui a cependant besoin d'un encadrement en vue d'une meilleure opérationnalisation.

En dehors de sa dimension commerciale, " GAKPO-GBEGBLE " est donc une activité qui contribue à la lutte contre la pollution de l'environnement et de l'atmosphère pour faire de Lomé l'une des capitales les plus propres de la sous-région.

Daniel ASSOTE

Fait divers

SALE PROJET

S'il est facile de croire que " Tout chemin mène à Rome ", il est d'autant plus difficile de parvenir à identifier les bonnes voies qui conduisent à ce paradis divin. Yékine, un compatriote âgé seulement de 25 ans, paye en ce moment le prix de son audace pour avoir engagé la procédure d'enrichissement illicite avec un marabout falsificateur.

L'information n'est portée au grand public que le lundi 31 août 2015. A la surprise générale, les populations de Mandouri ont été alertées par la convocation du très grand marabout de la localité, El hadj Madoul, pour escroquerie sur la personne du sieur Yékine.

Les deux parties sont arrivées au poste de police à l'heure indiquée par l'officier. Elles ont été accueillies par une immense foule de parents, d'amis mais aussi de curieux qui avaient pris d'assaut la cour de cette institution.

L'affaire était aussi complexe que l'officier avait du mal à rendre son verdict. Il ressort des deux auditions que Yékine avait contacté le marabout aux fins de le rendre riche. Il lui aurait demandé d'user de ses capacités occultes pour mettre fin à son enfer sur terre.

Le marabout avait accepté lui rendre ce service. Mais en contrepartie, il l'avait expliqué les tenants et les aboutissants de sa " magie ". Le marabout l'avait également prévenu des dangers qui pourraient en résulter au cas où il viendrait à désobéir aux règles qui lui seront édictées à cet effet.

Au poste de Police, El Hadj avait même avoué à l'officier que les jours de Yékine seraient comptés puisqu'il avait, en réalité, signé un pacte avec le diable et qu'en la matière, les obligations allaient être respectées. Il avait affirmé en substance : " Celui qui l'a conduit chez moi lui a dit comment fonctionne le processus. Lorsque quelqu'un consent à vivre le paradis terrestre, il vient me voir et je lui prescris les ingrédients à acheter. Parmi ceux-ci, il y a toujours et surtout un coq rouge ".

Il renchérit en ces termes : " Le processus commence avec la séquestration du coq. Il doit être enfermé pendant trois jours. Il ne boit pas et ne mange pas. A l'issue de cette épreuve, on sort le coq et on lui sert des graines de maïs. Le nombre de graines picorées représentent les années de bonheur du demandeur ".

Et d'ajouter : " Le comptage des graines se fait après que le coq se soit donné la mort par le feu mis pour la circonstance ". Si la procédure échoue comme c'est le cas de notre ami Yékine, où le coq a refusé de picorer, le sort est clair, c'est la mort violente, rien à faire ! ".

Malgré les supplications de l'officier, le marabout est resté inflexible. Toute la salle s'est ensuite glacée par cette nouvelle. En partant, les parents de Yékine ont supplié l'officier de poursuivre ses négociations avec le marabout pour empêcher que le drame se réalise. Triste n'est-ce pas ?

B.TALOM

Le Port Autonome de Lomé désormais ouvert 24h/24

Dans le cadre de l'exécution de son plan de communication qui consiste à fournir en temps réel des informations crédibles aux journalistes sur le fonctionnement du Port Autonome de Lomé, la direction générale a organisé une conférence de presse conjointe animée par le directeur général du Port, le Contre-amiral Fogan Adegno et le Commissaire en Douane et aux Droits indirects, Adédjé Kodjo.

Après le mot introductif de bienvenue prononcé par le Directeur Commercial du Port, les journalistes ont eu droit à la projection d'un documentaire sur la modernisation du Port de Lomé. Ce qui a permis aux uns et aux autres de découvrir l'ampleur des

innovations en cours ou en voie de réalisation au Port.

Prenant la parole, le DG du Port a fait l'état des lieux avec l'appui des explications techniques sur ce qui se fait en vue de la modernisation du Port avec pour objectif de permettre au Togo de faire face aux enjeux de la concurrence sous-régionale.

Certifié ISO 9001 version 2008 (pour la qualité des services d'accueil navires : pilotage, remorquage, accostage et amarrage), le Port Autonome de Lomé a des atouts indéniables notamment, il possède d'énormes potentialités qui en font un véritable pôle d'éclatement sur la côte ouest africaine. Situé à 06°08 N et 01°17 E, il est le seul port sur la côte ouest africaine par lequel on peut atteindre plusieurs capitales en un seul jour.

Le Port de Lomé offre ainsi l'avantage d'acheminement des marchandises à des délais de temps et des coûts très compétitifs. Avec une profondeur de 15m, il est le seul port en eau profonde de la côte ouest africaine pouvant accueillir des navires à fort tirant d'eau. Le bassin du port est délimité par deux digues de 950 m et 1720 m de long qui le protègent de l'ensablement. Par ailleurs, Lomé bénéficie d'un marnage faible (1,20 m maximum) et de vents modérés.

Grâce aux innovations en cours et en voie de réalisation

Ces conditions permettent ainsi un accès au Port 24 heures sur 24 à tout type de navire. Grâce

Suite à la page 5

Miss Togo 2015 :

La reine de beauté Gaëlle Akou Yayra Adzoh promet voler au secours des femmes démunies

La reine de beauté 2015 est connue du public togolais depuis le 29 août dernier lors de la grande finale du concours de beauté disputée au Palais des Congrès à Lomé. La couronne de beauté de cette 21ème édition a été ravie par Gaëlle Akou Yayra Adzoh.

Agée de 22 ans, la nouvelle miss Gaëlle Akou Yayra Adzoh est étudiante en année de Licence en Finance et Contrôle. Elle a pour 1ère et 2ème dauphines Diana Missité et Maryse Astride Amoyi Déby.

La nouvelle reine de beauté bénéficie d'une somme de 125 millions de FCFA que Moov-Togo, sponsor officiel de Miss Togo mettra à sa disposition pour son mandat afin de réaliser son projet de



Mlle Gaëlle Akou Yayra Adzoh

société, une voiture Citroën C, une enveloppe de 5 millions de FCFA, un séjour linguistique en Afrique du sud, etc.

Avec les 125 millions de FCFA, Mlle Gaëlle Akou Yayra Adzoh, pour son projet social, compte œuvrer pour le bien-être des fem-

mes les plus démunies à travers la promotion de l'entrepreneuriat féminin.

"Je veux aider les femmes les plus démunies à entreprendre", a déclaré la miss à la presse les minutes ayant suivi son élection.

" C'est donc un sentiment de fierté légitime qui nous étreint ce soir d'être à l'origine de ce spectacle féerique offert chaque année à la vue de nos concitoyens ", a laissé entendre le président du Comité national Miss Togo, Gaspard Kodjo Baka.

Notons que dans le souci d'innover, pour cette 21ème édition, le président du Comité Miss-Togo, Gaspard Baka a procédé à des séances de casting pour sélectionner les candidates au lieu des sélections régionales.

Carole AGHEY

Tournée de visibilité de l'ODEF :**L'ODEF appelle à une mobilisation des ressources en vue d'une gestion durable des forêts dans notre pays***Suite de la page 2*

34619,02 hectares (ha) dont 16202,62 sont occupées par l'ODEF. Selon le Directeur régionale de l'ODEF maritime le Capitaine Sanvi Komlan Afangbedji, 10627,36 ha sont constituées des zones reboisées et d'extensions exploitées par l'ODEF et 5577,26 ha des zones agricoles concédées à la population pour leurs activités agricoles. Il a par ailleurs souligné le cas des déboisements auxquels fait face sa direction, réduisant ainsi le processus de couverture végétale de notre pays à 30% " Selon les normes de l'Organisation Internationale pour les Bois Tropicaux (OIBT), le Togo doit travailler pour une couverture végétale de 30% mais avec les déboisements aujourd'hui elle n'atteint même pas 10%. Notre mission est de produire des plants de diverses essence en vue de reboiser les terres de l'Etat et de porter de l'aide aux privés ".

Dans cette région, les participants ont visité plusieurs sites tels que les pépinières de Davié, la forêt classée de Lili où l'on rencontre plusieurs activités telles que plantations aménagées, des problèmes de bornages et des difficultés avec les populations, dues à des lotissements clandestins sur les domaines de l'Etat, le manque de la main d'œuvre. Avec une superficie totale de 4017,27 ha dont 970 ha reboisés et située à environ 20 km de Tsévié (préfecture de Zio), la forêt classée de Lili dispose d'une variété d'essence en l'occurrence les tecks, les Callitris, les Gelima, les Khaya, les Sterculia, les Eucalyptus, les Anogeisus, les Prosopis.

S'agissant de la région des plateaux, plusieurs chantiers ont également été visités à savoir Tététo, et Asrama dans la préfecture de Haho, (Notsé). Dans sa présentation, le directeur régional des plateaux le Lieutenant Tchaa Edjeou a souligné que dans la région des plateaux, l'ODEF dispose d'un domaine forestier qui couvre une superficie de 58 329,70 ha dont 5146,43 ha sont occupés par des plantations et a sous sa gestion 17 forêts classées et des périmètres de reboisement de l'Etat.

Il a également fait cas des difficultés auxquelles ils sont confrontés dans l'exercice de leurs activités notamment le manque de financement pour l'exécution des travaux sur les chantiers et le fonctionnement de ses structures, le manque de ressources humaines techniques et de la main d'œuvre, les feux de végétation et la coupe illicite de bois dans les plantations, le lotissement et la vente illicite des terres des forêts classées par les population riveraines de ces forêts, l'état défectueux des pistes d'accès aux plantations sur tous les chantiers de la région... La forêt classée d'Asrama, de Tététo et d'Atakpamé ont fait l'objet de visite des participants dans la région des plateaux. La construction d'une salle de réunion à Asrama financé par les ristournes d'exploitation de l'ODEF a été également visitée. Plusieurs projets ont été déjà exécutés au niveau de la région. Il s'agit des projets URAF Haho-baloé, SIG, RED-PD 031/11 Rév 1, financé par l'OIBT et des projets PDC-HIMO, volet forestier, ADAPT, PGICT financé par la Banque mondiale.

Dans la région centrale, le directeur régional le lieutenant Abalo Nabuyu Maguizani a, dans son intervention fait savoir que sur tous les chantiers, les activités de reboisement

**Forêt classée de Tététo (Région des Plateaux)**

(défrichage, piquetage, trouaison et planting), d'entretien (fauchage, sarclage), de protection (ouverture, pare-feu, andainage, gardiennage feux), d'aménagement (marquage, coupe d'éclaircie, balivage, recepage, élagage, déjumelage) et d'exploitation sont menées en collaboration avec les populations riveraines. Avec une superficie totale de 251 674,00 ha, la direction régionale centrale de l'ODEF qui a son siège à Sokodé a sous sa coupole 06 forêts classées et intervient à la lisière du parc Fazao - Malfakassa (parc transformé en une plantation par l'ODEF) et dans les périmètres de reboisement de l'Etat répartis dans les quatre préfectures que compte la région. De ce fait, pour atteindre ses objectifs, les services de la direction régionale centrale de l'ODEF sont relayés par quatre secteurs et un dépôt de vente des produits, animés par une vingtaine d'agents et une dizaine de stagiaires ", a laissé entendre le directeur régional de la centrale.

Les participants de la tournée ont eu droit à la visite du secteur de Blitta la forêt classée de Tchologo avec une superficie de 1515 ha avec pour activité les coupes d'éclaircie, le dépressage l'exploitation, la reconduite des taillis, du secteur de Sotouboua puis d'un centre culturel à Aou-losso financé par l'ODEF car selon le directeur régional de la centrale, " l'ODEF octroie 15% de la valeur de la vente des parcelles d'exploitation comme ristourne aux populations riveraines ".

Couvrant une superficie totale de 4740,15 ha dont 1085,38 ha sont mise en valeur, le domaine forestier de la région Kara a fait reboiser 2015,75 ha dont 45 ha pour le compte du Projet d'Appui au Développement Agricole au Togo (PADAT) et 30 ha pour l'ODEF classique. L'ODEF Kara a pour principales activités la production des manguiers greffés à la pépinière du dépôt pour la vente, le reboisement pour la restauration du couvert général dans les domaines de l'Etat, l'entretien des plantations, l'approvisionnement

de la population urbaine en produits forestiers, l'appui aux planteurs privés par l'expertise des techniciens et des études sylvicoles.

Le directeur régional de la Kara a dans son intervention souligné que l'ODEF a financé de 2001 à 2012 25 projets communautaires d'un montant global 65 097 786 FCFA issus des ristournes de la vente de tecks dans la région de la Kara. De 2013 à nos jours, 16 projets communautaires d'un montant global de 50 161 678 FCFA financés par l'ODEF sont en cours de réalisation dans la région Kara. Toutefois il a fait cas des difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs fonctions notamment le manque de financement, l'insuffisance du personnel, le manque de la main d'œuvre, la transhumance, l'occupation, le lotissement et la vente des zones d'extension des plantations par la population, le manque de cadre de travail pour la direction régionale, pour les sous-secteurs dans les préfectures.

Les participants à cette tournée de l'ODEF ont fini leur périple dans la région des savanes où l'ODEF, implanté depuis 2006 a à sa charge 05 forêts d'Etat à savoir les forêts classées de Cailcedrat à Mango, de Galangashi, de Fosse aux lions, de Dought et d'Oti-Mandouri. Il dispose également des périmètres de reboisements dans les 05 préfectures que compte la région. Plusieurs chantiers ont fait l'objet de visite en l'occurrence les plantations communautaires de Nakorghou et une école rénovée par l'ODEF.

Au total selon le directeur général de l'ODEF plus de 600 millions de FCFA de ristournes ont été rétrocédés

aux populations qui n'ont pas manqué sur tous les lieux visités de remercier l'ODEF pour son appui en dépit des difficultés qu'il rencontre et de l'encourager dans ces activités afin qu'il demeure pour un facteur de développement de leurs localités respectives. Elles ont par ailleurs déploré l'occupation de certaines collectivités locales par l'Etat.

Rappelons que l'ODEF est un établissement public à caractère industriel et commercial créé le 13 novembre 1971 et est doté d'une autonomie administrative et financière. Il sert d'instrument opérationnel de gestion des forêts de l'Etat et intervient à tous les stades de l'économie des produits forestiers.

Il a pour mission la gestion, l'équipement et la mise en valeur du domaine forestier national, l'exploitation, la transformation et la commercialisation des produits et sous-produits forestiers, la promotion et la valorisation du matériel de bois ainsi que celle de l'exploitation rationnelle de certaines forêts dont les potentialités l'exigent. L'ODEF aujourd'hui est confronté à d'énormes difficultés tant financière, matérielles que techniques.

Il exhorte le gouvernement et les différents partenaires à mobiliser les ressources afin de bénéficier des subventions devant l'aider, à être subventionné, à résoudre le cruel problème du foncier, à actualiser tous les domaines étatiques et implanter les bornes délimitant chaque domaine, à renforcer les ressources humaines et à construire des bureaux pour les directions générales.

Espoir D.**Le Port Autonome de Lomé désormais ouvert 24h/24***Suite de la page 4*

au statut de port franc dont jouit le Port de Lomé, la manutention et le transfert des marchandises dans l'enceinte portuaire s'effectuent sans contraintes douanières, permettant ainsi un gain de temps dans les opérations de traitement des navires et des marchandises. Il est un carrefour international d'échange avec un domaine de 900 ha et aussi un pôle d'attraction pour le commerce et l'industrie grâce à une vaste zone franche industrielle où sont implantées plusieurs dizaines d'entreprises. Ces entreprises bénéficient des infrastructures portuaires de qualité, d'une réglementation souple et des avantages fiscaux et douaniers.

L'un des atouts du Port Autonome de Lomé repose sur la rapidité des formalités administratives qui est le résultat des efforts de simplification des circuits d'enlèvement des marchandises.

Pour se conformer aux normes de sécurité recommandées par le Code International pour la Sûreté des Navires et des Installations Portuaires (Code ISPS), le Port Autonome de Lomé a mis en place de nouvelles mesures de sécurité, notamment l'installation d'un système de télé-surveillance des installations portuaires, garantissant ainsi une sécurité optimale sur tous les biens.

Pour faciliter les conditions de la traversée du corridor togolais,

**Le Commissaire des Douanes de l'OTR (g) et le DG du PAL dt)...****...face à l'assistance**

une construction réussie d'une voie de contournement de la ville de Lomé, de la faille d'Alédjo et du Col de Défalé est entrain de se réaliser.

Le Guichet Unique pour le Commerce Extérieur (GUCE) lancé en juillet 2014, permet aux différents acteurs impliqués dans le commerce et le transport (chargeurs, consignataires, transitaires) à partir de la centralisation des données et des documents par le réseau Internet de remplir rapidement toutes les formalités officielles liées à l'importation, à l'exportation et au transit.

Le guichet unique offre ainsi des avantages incomparables aux opérateurs économiques, tel que : la célérité dans le traitement des marchandises ; la réduction du temps de passage et des délais d'acheminement ; l'accroissement de la fluidité du trafic ; la simplification des procédures douanières transfrontalières ; la diminution du risque de fraudes ;

l'amélioration de l'efficacité de la chaîne logistique portuaire ; la diminution des risques et raccourcissement des délais de traitement, en rassemblant en un même point tous les intervenants du commerce extérieur ; et la diminution des coûts. L'avantage du guichet unique est de réduire les procédures, réduire les délais de traitement, de passage et d'acheminement des marchandises. Du coup, il y a un service plus efficace qui fait gagner du temps et de l'argent.

Avec 15 mètres de profondeur, le Port de Lomé conforte sa vocation historique de plaque tournante des pays du Sahel et d'outil d'intégration sous-régionale.

Dans sa quête permanente de la qualité de service, le Port Autonome de Lomé s'est investi dans un programme de développement de ses infrastructures afin d'offrir de meilleures conditions de traitement des navires et des marchandises. Les nouvelles infras-

structures à réaliser comprennent : l'agrandissement du quai minéralier par le prolongement de 200 mètres du quai actuel ; la réalisation d'un port sec avec la réhabilitation des voies ferroviaires existantes et la construction, de nouvelles voies jusqu'à la frontière nord du Togo ; la réhabilitation de la voirie intérieure ; et le déplacement et la construction d'un nouveau port de pêche.

Suite à ces informations données par le Contre-amiral Fogan Adegno, une visite guidée a conduit le groupe de journalistes sur les installations de Lomé container terminal et celles du groupe Bolloré.

Notons que pour faciliter les opérations, le Port de Lomé est ouvert 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Il mise sur la rapidité des opérations portuaires, la fluidité du trafic et la compétitivité par rapport aux autres Ports de la côte.

Carole AGHEY

Libre Opinion : Ce Référendum qui fait tourner l'Afrique en bourrique !

Du latin *referre*, le référendum est un vote direct de l'ensemble des électeurs d'un Etat ou d'une collectivité locale qui se détermine sur une proposition de nature législative, ou constitutionnelle, à l'initiative du pouvoir exécutif ou des citoyens, selon les modalités définies par la loi... Les choix possibles étant OUI ou NON, le projet soumis au vote est accepté ou rejeté. Le référendum permet d'obtenir l'aval du peuple sur les grandes questions de société ou institutionnelle... Par extension, on utilise ce terme pour une consultation auprès d'un groupe...



Dr David IHOU

Si Barack OBAMA décidait aujourd'hui de convoquer un référendum national aux USA, pour sauter le verrou de la limitation des mandats à deux, les Américains vont "se marrer" et dire que le Premier Président afro-américain des Etats-Unis d'Amérique est contaminé par une nouvelle maladie appelée "référendite", maladie qu'il aurait contractée au Kenya ou en Ethiopie, lors de son passage récent en Afrique... Mais aux USA, on est sérieux, on respecte les textes et les Institutions de la République. Si la COUR Suprême et le CONGRES estiment que la convocation du Référendum est légale, c'est -à-dire, faisant partie des prérogatives des Présidents américains, le peuple américain ira voter, pour le 28ème amendement de la Constitution américaine.

Il ira voter pour dire OUI ou NON à cet amendement, et si OBAMA veut briguer un troisième mandat (si le Oui l'emporte), il briguera un troisième mandat, et sera élu ou ne sera pas élu. Si je dois parier, je ne miserai pas un kopeck sur OBAMA, parce que je pense qu'il ne sera pas élu, et qu'il sera laminé par le candidat républicain...

Mais l'essentiel, c'est qu'on ne verra aucun américain mourir bêtement pour un troisième mandat de Barack OBAMA !

Barak Obama ne sera pas élu, non pas parce qu'il est Noir (il n'y a que 12 % de Noirs aux USA, mais il a été élu et réélu une fois), mais parce que huit ans à la tête des USA vous laissez lessivé et au bout du rouleau. L'exemple de Ronald REAGAN est pathétique : après ses deux mandats, atteint de la maladie de Heixheimer qu'il a contractée dans la 8ème année de sa Présidence, il ne se rappelle plus après, qu'il a été Président de la

Première puissance du monde ! Pourquoi alors le référendum est un mot qui donne le tournis à l'Afrique ? Ces derniers temps, les africains meurent bêtement à cause du référendum et deviennent même fous en entendant ce mot !

Burundi, Burkina Faso, Congo, République Démocratique du Congo, Rwanda, Tchad, etc. La liste est longue de ces pays où le référendum tue !

Le pays le plus à plaindre est le Burundi ! Pierre Nkurunziza vient d'être réélu Président de la République et a prêté serment ce 20 août 2015, dans un processus inutilement sanglant !

Pourquoi ne pas choisir un seul et unique candidat de l'opposition, pour battre Mr Nkurunziza, à la présidentielle, alors qu'on est parvenu à choisir un candidat unique pour gérer l'opposition, après élection présidentielle ? Pourquoi sacrifier la vie de 100, 200 Burundais ou plus, pour un simple troisième et dernier mandat de quelqu'un ? Quelle est la place du Conseil Constitutionnel dans ce pays ?... Ce sont des questions auxquelles seuls les Burundais peuvent répondre, et je leur souhaite du courage !

Au Burkina FASO, est-ce que Blaise Compaoré avait le droit d'organiser un référendum pour sauter le verrou de la limitation des mandats ? Oui, c'est dans ses prérogatives, et seuls les burkinabé peuvent nous dire pourquoi

ils ont fait une insurrection sanglante. Aujourd'hui, plus de dix candidats sont déjà déclarés pour la présidentielle du 21 octobre prochain, alors qu'il suffisait d'un seul candidat unique de l'opposition pour bouter pacifiquement Blaise Compaoré hors du palais présidentiel, en faisant l'économie d'une cinquantaine de vies humaines, d'un Parlement brûlé et de plusieurs commerces détruits !

Joseph Kabila, Denis Sassou Nguesso, Idriss Deby, Paul Kagamé, et les autres, ont-ils le droit de convoquer un référendum pour sauter le verrou de la limitation des mandats ?

Oui, Oui, Oui, ils ont le droit, et il appartient à leurs opposants d'apprendre aux Peuples de ces pays, à dire NON, s'ils n'approuvent pas cette modification constitutionnelle dans ces pays ! S'il y a encore des morts nègres dans ces pays sus cités, c'est que le Nègre est maudit !

Les africains doivent beaucoup apprendre de la SUISSE, pays champion du Référendum.

La SUISSE est une démocratie consociationnelle, par opposition aux démocraties majoritaires. Depuis 1848, date de l'entrée en vigueur de leur Constitution, les suisses ont eu recours à 565 fois au moins au référendum ! Et plus de la moitié des référendums nationaux réalisés dans le monde ont eu lieu en SUISSE !

Le problème des Africains, c'est la

paresse ! On ne veut pas dégager un Président sortant à la fin de son premier mandat, en présentant des arguments convaincants au peuple, comme les français l'ont fait avec SARKOZY, ou les Américains avec Jimmy CARTER, mais il faut que le Président fasse tranquillement ses deux mandats, et on vient pour le remplacer, par défaut ! L'exemple typique est le Burkina Faso où aucun homme politique n'a dit aux habitants du pays des hommes intègres :

" Laissez Blaise Compaoré et suivez-moi, je vais le battre à plate couture s'il se représente ", ou : " Laissez-le organiser son référendum, et votez tous NON ! "

On aurait eu zéro mort au Burkina, zéro Parlement brûlé, zéro blessé, zéro commerce détruit ou brûlé !

Aujourd'hui, plus de dix candidats se sont déclarés candidats pour la présidentielle du 21 octobre 2015 ! Seuls les burkinabé peuvent nous expliquer pourquoi cette illogique situation burkinabé...

Chers frères Nègres, arrêtons de prendre le référendum comme un épouvantail ! C'est le seul moyen vraiment légal d'avoir l'aval du peuple sur les grandes questions de société ou constitutionnelles et institutionnelles... Il n'y en n'a pas d'autres !

Dr David IHOU, Consultant en Géopolitique et Stratégie sécuritaire

Sixième édition de la Journée Afrique-Caraïbes-Pacifique de l'Ecologie : Plus les arbres se font rares, plus les pluies se raréfient et la séquestration de dioxyde de carbone est perturbée

Le réseau Groupe de Réflexion des Organisations Ecologistes des Caraïbes et d'Afrique Francophone (GROECAP), sur l'initiative du réseau Groupe de Réflexion des Organisations Ecologistes du Togo faisant suite à la proposition de l'Association de Secours et d'Orientation Lisungi du Togo, a organisé, le 19 août dernier à l'Université de Lomé, une journée de réflexion sur la sixième édition de la Journée Afrique-Caraïbes-Pacifique de l'Ecologie.

" Arbre, Climat et Sol : Responsabilité humaine pour l'avenir de la planète " est le thème très révélateur choisi pour l'année 2015, déclarée l'année du sol.

Quoique les problèmes écologiques préoccupent de plus en plus toutes les couches de la société, l'éveil écologique demeure encore lent. Il est

temps de travailler plus dans ce sens pour que la planète Terre et ses occupants humains et non humains puissent vivre dans la sérénité sans crainte d'un chaos environnemental provoqué par les actions humaines.

" Nul n'ignore que l'ère industrielle a apporté non seulement un progrès mais également le bouleversement de notre sphère de vie. Les usines qui se développent encore aujourd'hui un peu partout, produisent des gaz à effets de serre. Faute de suivi environnemental digne de ce nom, les déchets toxiques sont déversés dans la nature sans que les producteurs de ces déchets ne se soucient de leurs effets pervers sur l'espèce humaine et non humaine ainsi que sur leur cadre de vie, la Planète ", a expliqué le coordonnateur d'ASOL-Togo, M. Ruben Bossendju.

Pour lui, les grandes firmes agropastorales dévastent des forêts pour de grandes plantations monocultures et des élevages industriels, causant ainsi la déforestation à grande échelle. Les arbres sont ainsi abattus à un rythme effréné sans un programme de reforestation au rythme équivalent de la déforestation. " Plus les arbres se font rares, les pluies deviennent rares, la séquestration de dioxyde de carbone est perturbée, le climat se réchauffe et le sol se dégrade et perd de sa fertilité ", a-t-il ajouté.

Les humains sont confrontés aux problèmes d'alimentation, ce qui les oblige à faire recours aux pratiques du dopage agricole. Ils utilisent les intrants chimiques, faisant semblant d'ignorer les dommages collatéraux de ces produits chimiques sur les consommateurs que nous sommes et

aussi sur l'environnement. L'Arbre est touché, le climat se réchauffe et change, le sol s'appauvrit, l'avenir de la planète devient hypothéqué par la race humaine et le futur sombre et incertain.

Au cours de cette journée, plusieurs communications ont meublé les activités, notamment la Présentation du projet "village écologique", par M. Eso-simna Walla. Cet exposé a porté sur la construction des villages écologiques sur toute l'étendue du territoire.

Pour M. Walla, aujourd'hui, nous vivons dans un monde où l'individualisme, l'anonymat et la surconsommation prédominent ; nous devons construire un lieu de vie pour demain, écologique, solidaire et ressourçant. " Tout d'abord, face à l'urgence qu'impose la situation sociale et environne-

mentale mondiale, il appartient à chacun d'agir à son échelle, avec ses moyens propres.

Réunir en un même lieu un groupe de personnes motivées par les mêmes idées permettra de mettre en œuvre plus facilement différents projets collectifs organisés autour des bonnes valeurs. Ensuite, depuis toujours sensibles à la beauté de notre petite planète, il nous tient à cœur de préserver ses beaux paysages sans déchets (...) et surtout d'enrayer le réchauffement climatique ", a précisé M. Walla.

Ce projet ramènera les jeunes dans les zones rurales à stimuler l'économie, à développer la vie culturelle dans les campagnes, à permettre la recherche et le développement des collectivités viables sous la forme d'un modèle nouveau.

L'idée majeure de ce projet est donc de créer un éco-village, semi auto-suffisant, qui produira un maximum de son alimentation grâce à sa propre exploitation maraichère, à sa ferme et à son verger. La production alimentaire pourra aussi être vendue à l'extérieur. La construction a déjà commencé dans deux villages du pays.

Notons que cette sixième édition de la Journée Afrique-Caraïbes-Pacifique de l'Ecologie s'inscrit dans le cadre des activités préparatoires de la 21ème Conférence de Paris qui se déroulera en décembre 2015.

Le réseau Groupe de Réflexion des Ecologistes du Togo regroupe des associations et ONG Ecologistes du Togo (GRETO). Il a pour but de redynamiser les actions de ses membres sur le terrain par le renforcement de capacités et la recherche d'appui matériel et financier.

Carole AGHEY

2ème journée des éliminatoires CAN Gabon 2017 | Djibouti # Togo : Les Requins de la Mer Rouge affrontent les Eperviers sans Agassa et Adébayor ce vendredi

Les sélections nationales seront ce week-end au front pour le compte de la seconde journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) Gabon 2017. En match avancé, les Togolais avec trois points au compteur, effectuent une opération commando en territoire djiboutien, sans deux de leurs cadres, Adébayor Shéyi qui n'a pas répondu à l'appel du sélectionneur Tom Saintfiet et Agassa Kossi blessé.

Les Eperviers du Togo sont, depuis mardi dernier, en terre djiboutienne pour y affronter, ce vendredi 04 septembre, les Requins de la Mer Rouge, pour le compte de la seconde journée des élimina-



Les Eperviers du Togo (Archives)

toires de la CAN Gabon 2017. Bien que les Eperviers partent favoris sur les pronostics et avec un égo de " conquérant ", selon son sélectionneur, le Belge Tom Saintfiet, ils ont néanmoins un handicap à gérer, celui de l'absence de deux de leurs cadres. Il s'agit notamment de l'ex capitaine

des Eperviers, Adébayor Shéyi qui n'a daigné répondre à la convocation du staff technique des Eperviers, et du goal Agassa Kossi, blessé au cours de la deuxième journée de ligue 1

française avec son club Reims. Et jusqu'au premier entraînement mardi dernier, le sociétaire de Tottenham (première ligue anglaise), Adebayor Sheyi manquait toujours à l'appel.

Les ambassadeurs du Togo devront faire au moins deux séances d'entraînement sur le terrain

synthétique avant le match de vendredi 04 septembre où on annonce une température de 41 degrés.

A leur départ de Lomé, tout en témoignant tout le soutien du gouvernement et du peuple togolais aux Eperviers, le ministre en charge des Sports, Guy Madjé Lorenzo, a demandé au groupe mené par le Belge Tom Saintfiet " de faire rêver les Togolais " et leur ramener la victoire...

Rappelons que le Togo est classé second avec trois points derrière la Tunisie (3 points +8) et devant le Libéria (0 point - 1) et le Djibouti (0 point -7). Une seconde victoire des Togolais devraient les mettre en confiance pour la suite de la compétition.

JPB

PORT OBLIGATOIRE DE BADGE AUX BUREAUX DES DOUANES A COMPTER DU 1ER SEPTEMBRE 2015



Cette carte, propriété de l'OTR, est strictement personnelle. Elle doit être utilisée uniquement dans le cadre professionnel et doit être restituée en cas de cessation d'activité. Toute falsification constitue une faute lourde.

En cas de découverte, merci de s'adresser au Commissariat Général de l'OTR à l'adresse suivante :

41, rue des impôts O2 B.P. 20823 Lomé - TOGO
Tél : + 228 22 53 14 00
Email : otr@otr.tg

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Pour tout renseignement, composer le 8201

COMPOSITION DU DOSSIER DE DEMANDE DE BADGE

- Une copie légalisée de l'agrément du commissionnaire en douane agréé
- Une copie du contrat de travail ou du livret d'assuré à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale de chaque bénéficiaire
- Un formulaire de demande dûment rempli
- Une quittance attestant du paiement des droits d'établissement des badges



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

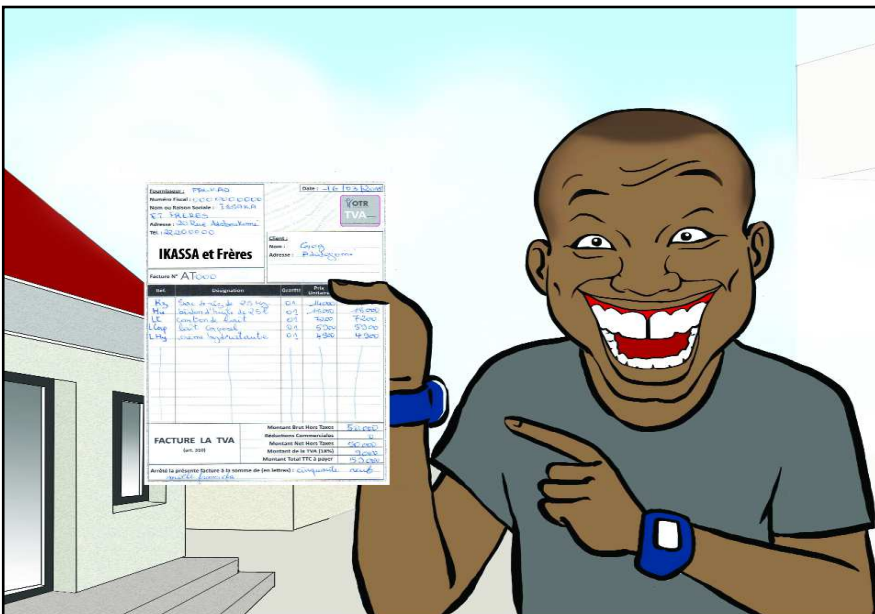


AVEC LA FACTURE NORMALISÉE, MON DROIT À DÉDUCTION EST ASSURÉ



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Pour toute information, contactez le centre d'appel de l'OTR au 8201
Pour signaler tout fait suspect, composez le 8280

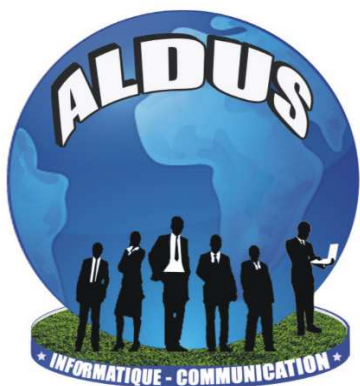


AVEC LA FACTURE NORMALISÉE, JE CONTRIBUE À LA MODERNISATION DE L'ÉCONOMIE ET AU DÉVELOPPEMENT DE MON PAYS



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Pour toute information, contactez le centre d'appel de l'OTR au 8201
Pour signaler tout fait suspect, composez le 8280



INSTITUT TECHNIQUE DE L'INFORMATIQUE ET DE LA COMMUNICATION

CHARGE DE PRODUCTION TÉLÉVISÉE CINÉMA & REPORTAGE

La préparation
Le tournage
Le montage
Des effets spéciaux
La sonorisation
La diffusion

Opérateur de prise vue
Préparation du reportage
Réussir la réalisation du reportage
Maîtriser les étapes du montage
Montage virtuel
Logiciel de montage
Laboratoire multimédia
Authoring et Graphisme



1053, Rue 143 Amemaka Libla
06 BP 61232 Lomé-TOGO
Tél + 228 2222 6589 / 9188 8880
Courriel : aldusprod@gmail.com

